

REVUE DE PRESSE



08 JANVIER 2019

> 21 JANVIER 2019



Orientation budgétaire

Le conseil communautaire qui s'est déroulé jeudi 18 janvier à Thélod a débuté par le rapport d'orientation budgétaire présenté par Pascal Schneider. L'essentiel des investissements concerne le futur centre aquatique à hauteur de 5 870 000€, l'aménagement de la zone Filions de Chaligny pour 570 000€ et la restructuration des locaux communautaires pour 680 000€ qui comprend les travaux d'aménagements et l'acquisition de cellules de la Filature en vue de l'installation du futur CIAS et de l'espace emploi.

Dans le budget transport d'un global contenu à 1 000 000€, la masse salariale est en augmentation de 50 000€, compensée par des recettes de versement en forte progression, le renouvellement de véhicules se poursuivra en 2019. Dans le budget eau et assainissement, le poids des intérêts d'emprunt et des dotations aux amortissements reste prépondérant, à hauteur de 54 %. Le résultat d'exploitation attendu permet d'envisager en 2019 le financement d'interconnexion de Richardmémil sans recours à l'emprunt. Pour l'année 2019, la stratégie d'économie financière se poursuivra avec un non-renouvellement de CDD et une recherche systématique de mutualisations en interne.

Au chapitre des projets de Moselle et Madon : la future piscine, le lancement du CIAS, le déploiement du très haut débit et la nouvelle gendarmerie.



COMMUNES

CCMM

2019, l'année des gros chantiers



Les habitants de Chaligny étaient nombreux à assister à la présentation des vœux de leur maire.

Une nombreuse assistance aux vœux du maire ce mardi à la salle Dominioni. Après le bilan des réalisations de l'année écoulée, le premier édiles a annoncé les axes forts de 2019.

Comme tous les ans, ce mardi 8 janvier, les habitants de Chaligny étaient nombreux à assister à la présentation des vœux de leur maire, Filipe Pinho, entouré de Dominique Potier, député de Meurthe-et-Moselle, Marie-Laure Siegel, vice-présidente à la

Com'com Moselle et Madon et Audrey Normand, vice-présidente au Conseil Départemental 54.

Parmi l'assistance, on pouvait noter la présence d'élus des communes voisines, des membres du personnel communal et du conseil municipal, des représentants des autorités (gendarmes, pompiers), des responsables associatifs, des enseignantes, des artisans, des chefs d'entreprises, des commerçants.

Rond-point et déviations

Filipe Pinho a présenté un rapide bilan des réalisations de l'année écoulée, puis les axes forts de l'année à venir : « L'entrée de la commune sera formalisée par un rond-point reliant les axes de Neuves-Maisons, de Maron, de la Filoche, de la zone commerciale et bien sûr de la rue Edmond-Pintier. Nous finalisons aujourd'hui les nécessaires déviations d'un chantier qui devrait durer au moins 8 mois et dont la maîtrise d'ouvrage et le financement seront assurés par la Com'com ».

À l'échelle communale, la 3^e tranche des travaux de voirie de la rue Pintier devrait démarrer au plus vite ; et à l'automne prochain, les vitrines de la Place des Tricoteries accueilleront le CIAS, Centre Intercommunal d'Action Sociale, l'espace emploi ainsi que les permanences de la Mission Locale.

L'actualité en toile de fond

Le premier édile a souhaité mettre l'accent sur la récente actualité. Il a informé l'assistance de son engagement à faire remonter au gouvernement certaines revendications des gilets jaunes. Il souhaite également s'impliquer dans le débat national pour un nécessaire dialogue entre élus et citoyens.

Poursuite des travaux en 2019



Des vœux dans la tradition.

Le maire Claude Guidat, a profité de la cérémonie des vœux pour annoncer la poursuite des gros chantiers. Avec l'arrivée de la fibre optique et la poursuite des gros chantiers.

Après avoir salué et remercié les élus, ceux présents à ses côtés au quotidien, Liliane Gargam, Didier Bataillard et Daniel Pierre, le personnel communal, CCAS, et les associations pour leur participation à la vie de la commune, le maire, Claude Guidat, a

annoncé la poursuite des travaux de la réfection des trottoirs et de la placette de la mairie pour fin janvier.

La réfection de la route départementale en direction de Maizières est prévue cette année. Profitant de ces travaux et suite aux réclamations des riverains gênés par le bruit de la circulation, la suppression des pavés de la zone de ralentissement au centre du village, qui avait coûté plus de 30.000 € tient-il à rappeler, sera réalisée.

Centre aquatique

En collaboration avec l'Éducation nationale, des tablettes numériques seront mises à disposition des élèves du groupe scolaire.

Pour 2019, la fibre optique devrait arriver dans le village. Le sénateur Jean-François Husson puis le vice-président de la Com'com Moselle et Madon, Hervé Tillard, assurent les habitants de la CCMM qu'ils pourront profiter du centre aquatique en novembre prochain si tout se déroule bien.

Mardi 15 janvier 2019 / Pierreville

Sécurisation de la place de la Gare



La relève est assurée grâce à Juliette et Clémentine.

La traditionnelle cérémonie des vœux, suivie par de nombreux Pierrevillois, a débuté en rendant hommage aux militaires de la base d'Ochey ainsi qu'aux pompiers décédés en mission, par une minute de silence.

François Petitdemange, maire, a donné la parole à Juliette et Clémentine, respectivement, maire et adjointe au CMJ, qui ont présenté leurs vœux aux habitants.

Si en 2018 il n'y a pas eu de travaux, 2019 sera l'année du réaménagement de la place de la Gare afin de sécuriser l'entrée du village tout en l'embellissant. L'arrêt de bus sera certainement déplacé ; des études sont en cours.

Les études pour la viabilisation d'un terrain, route de Xeuilley, se terminent, avec la mise en vente de 7 parcelles de 530 m² prochainement.

Une modification sera aussi apportée au PLUi, avec l'autorisation pour les nouvelles constructions, de reculer de 5 à 10 mètres de leur limite de propriété. Impossible auparavant puisqu'il fallait obligatoirement rester aligné aux autres maisons.

Le maire souligne que, cette année, le foyer rural, très actif lors des cérémonies et manifestations, porté par Michel Petit, son président, fêtera ses 40 ans lors d'une grande fête le samedi 22 juin !

Mardi 15 janvier 2019 / Neuves-Maisons

Pas de débat sur le DOB

« Y a-t-il des questions ? » a demandé le maire après un monologue de plus d'une heure annonçant le débat d'orientation budgétaire (DOB) pour 2019.

Il n'y a eu de débat, hormis l'intervention de M. Pomares, un élu de l'opposition (groupe Main) qui a évoqué des « discussions riches » dont on n'a pas connu la teneur.

Travaux

Les principaux projets pour 2019 sont la rénovation de la rue du Capitaine-Caillon, la requalification du Zublin et du site de la mine du Val-de-Fer en cinq phases, soit trois années de travaux pour un coût total de 4,2 millions d'euros TTC, dont 80 % de subventions, une étude pour la construction d'un nouveau restaurant scolaire au centre-ville et des travaux sur les écoles et bâtiments communaux.

Impôts

Il n'est pas prévu d'augmenter le taux des impôts locaux, inchangé depuis 19 ans.

Subventions

Les élus ont voté des acomptes sur subventions à divers organismes et associations pour assurer leur bon fonctionnement, au total 85.000 € et de 8.000 € pour le CCAS.

Divers

Le maire a rappelé l'engagement de la commune « de rétablir une situation financière saine ». Le DOB ne nécessite pas de vote ; le budget primitif sera débattu le 8 février.

Jean-Paul Vinchelin a parlé des gilets jaunes, commentant les remarques faites sur le cahier de doléances, en bonne place à l'accueil de la mairie depuis près de vingt ans.

« Nous sommes pour le débat afin que les plus humbles soient écoutés ».

Une année de travaux



Lors de la cérémonie des vœux.

Le 11 janvier le maire Patrick Pots a souhaité la bonne année à ses administrés, une bonne cinquantaine de personnes étaient réunies à la salle polyvalente.

Il a évoqué les travaux qui ont été réalisés en 2018, avant d'aborder le programme de l'année 2019. La réparation de l'église mettra en œuvre des moyens logistiques importants, une grue de 80 tonnes, avec la mise en place de pieux qui sera assez

spectaculaire, une préparation des lieux, le déplacement de tombes, l'installation de bâche incendie route de Pont-Saint-Vincent et une au Bois du Four. Le maire a remercié les adjoints, le corps enseignant les présidents des associations tous les bénévoles les forces vives du village. Un seul bébé, Inès, est né en 2018 au village. Le maire a laissé la parole à Philippe Pinho président de CCMM qui a invité les Sexey-Forgeois à venir à la salle culturelle Jean-L'hôte le vendredi 25 janvier à 11 h pour développer les sujets communautaires relatifs au village.

Les projets 2019



Les jeunes ont interprété des sketches.

Les habitants de Flavigny étaient très nombreux à la cérémonie des vœux 2019, en présence du représentant de la CCMM, du conseiller départemental, du représentant de la gendarmerie, des maires des communes environnantes. Cinq saynètes ont été interprétées par des jeunes de Flavigny, très applaudis, qui suivent des cours de théâtre. Après avoir fait le bilan de 2018, le maire Marcel Tedesco a évoqué les projets de 2019. Le

PLUI, et la grande priorité : le quartier intergénérationnel. Le calendrier a été présenté, choix d'un cabinet d'architectes, date de dépôt du permis de construire, appel d'offres, demande de subventions etc. Toute l'équipe municipale travaille d'arrache-pied sur ce projet, les travaux devraient démarrer en 2020.

Trier mieux pour payer moins en 2019



Une assemblée à l'écoute

Madame le maire Anne-Marie Rotheron s'est adressée à plus de 85 personnes dans la salle polyvalente pour présenter les vœux de la municipalité. Le PLU est en vigueur depuis juillet, préservant le caractère du village avec son environnement, si souvent envié, protégeant toutes les plantations, comme l'arbre de la Paix planté par les enfants lors de la cérémonie du 11 novembre.

2019 marque une étape dans la gestion des déchets ménagers, se résumant par : « trier mieux pour payer moins ». « Vous avez certainement remarqué,

la semaine passée, une dizaine de sacs-poubelles déposés devant la vierge et vous avez peut-être pensé comme moi à des dépôts sauvages. Il s'agissait en fait du ramassage, à l'initiative d'une famille, des débris en bord de route. Félicitations à cette famille de Thélod. »

« Cette année, est aussi la dernière année pleine de ce mandat que vous nous avez confié. La plupart des engagements que nous avons pris en 2014 ont été réalisés ou devraient l'être. » Et le maire de citer l'assainissement du mur de l'église, l'enfouissement des réseaux aériens, la remise en état du CC6. « Je souhaite la bienvenue et une parfaite intégration aux personnes nouvellement installées dans notre commune » a-t-elle conclu, en souhaitant joie, bonheur et santé à tous.

Les travaux débutent au cimetière



Le chantier a été mené avec efficacité et bonne humeur.

La commune est engagée dans une démarche sans pesticide dans l'ensemble du village. Après avoir organisé deux ateliers avec les habitants et publié son projet « mon village zéro pesticide » dans le dernier bulletin communal, la municipalité passe aux travaux pratiques en commençant la remise en herbe progressive des allées secondaires du cimetière, afin de transformer celui-ci en cimetière paysager.

Parce qu'il est important pour la commune que cette démarche allie écologie et citoyenneté, contact a été

pris avec le lycée agricole de Pixérécourt qui recherche des lieux sur lesquels faire faire des travaux pratiques à ses élèves. Accompagnés de deux de leurs enseignantes, une quinzaine d'élèves de 1^{re} sont ainsi venus pendant près de 2 heures. Ils ont été accueillis par l'adjointe Audrey Normand, qui les a remerciés et leur a expliqué la démarche de la commune ainsi que la sensibilité particulière du lieu face aux « herbes indésirables ». Puis, munis de leurs pelles, râteaux et brouettes, ils se sont attelés à enlever les cailloux d'une des allées du cimetière. Un gazon spécifique, à pousse lente, sera mis en

place par les employés communaux au printemps, afin de devenir un cimetière « au naturel » dans les années à venir.

Samedi 19 janvier 2019 / Maron

Deux grands événements en 2019

Lors de la cérémonie des vœux, le maire Jean-Marie Butin a évoqué les deux grands événements de cette nouvelle année : l'arrivée de la fibre optique et le passage du Tour de France.



Vœux et récompenses pour deux élèves en présence de Martine Huot-Marchand, Salomé, Simon et Audrey Normand.

De nombreux habitants s'étaient déplacés lors de la cérémonie des vœux et tous ont été remerciés par le premier édile pour leur soutien aux futurs projets.

Futurs travaux dans le village

Mise en place d'une citerne, poursuite des travaux de sécurité en renouvelant des bornes incendies,

poursuite des travaux de sécurité routière, remise en état du terrain de jeux pour les tout-petits, aménagement d'une partie des trottoirs rue de Flavigny, poursuivre la politique forestière, tout faire pour ne pas augmenter la fiscalité.

Projet des Bosquets

Un projet épineux que la poursuite du travail et des groupes de travail associant des habitants sur ce projet.

Fibre optique et Tour de France

Deux événements importants en 2019 avec l'arrivée de la fibre optique, et le passage pour la 3^e fois du tour de France mardi 9 juillet.

Puis le maire a souhaité la bienvenue aux nouveaux habitants. Chaque année les élèves rencontrent les maires de Maron et Sexey-aux-Forges pour répondre aux questions posées par ceux-ci, il s'ensuit une interrogation avec classement et les deux meilleurs élèves ont une récompense. Il s'agit de Salomé Simon et Louis Bernard. Félicitations.

Le verre de l'amitié et la dégustation de préparations d'Alexandre Lagarde, boulanger pâtissier du village, clôturaient la cérémonie.

Un futur lotissement communal



Les jeunes élus ont ouvert la cérémonie.

Le conseil municipal des jeunes a ouvert la cérémonie des vœux en présentant une synthèse dynamique de ses activités sportives, culturelles avec une priorité à l'écologie.

Claude Colin a pris la parole pour remercier les participants et saluer le tissu associatif qui a permis de vivre une année 2018 riche en événements.

Les travaux d'urbanisme continueront pour offrir un village agréable ; aménagements de trottoirs, réfection du chemin des moulins. Afin de résoudre les problèmes de stationnement, un parking (8 places) sera réalisé rue du Général-Bernard. Le fleurissement sera reconduit par Dominique et Laurent. Suite à la modification du PLU, un lotissement va enfin sortir de terre en Valaille. 8 à 9 parcelles permettront d'augmenter la démographie de la commune. L'école Saint-Exupéry avec le départ de 14 enfants en 6e risque de perdre une classe. Avec seulement 5 ou 6 nouveaux élèves, la situation est incertaine. La municipalité reste mobilisée auprès du rectorat pour conserver ses 4 classes. L'arrivée de la fibre est annoncée mais sans date d'accès au haut débit.

Des travaux au programme



M. Thierry Maire, architecte, a présenté le projet du centre-bourg.

M. Boussert, maire de la commune, a présenté ses vœux pour l'année 2019. Son discours a été axé sur le projet centre-bourg qu'il a présenté aux habitants. Il y a eu un appel projet et 48 dossiers ont été transmis, c'est le cabinet Toa Architectes Associés qui a été retenu, Thierry Maire est venu expliquer le projet. L'idée est de faire des constructions tout en bois, pour la chaleur et la convivialité, Ce sera un

lieu de rendez-vous pour les associations et les loisirs, ainsi que la médiathèque. Les écoles, cantine, périscolaire seront au même endroit ce qui évitera aux enfants des déplacements dangereux. La première pierre sera posée fin 2019. Des lotissements agrémentés de jardin sont prévus, le maire a aussi le projet d'une structure pour accueillir les seniors.



ACTUALITES

DIVERSES

« Pour un pays réconcilié »

Telle est la priorité de Dominique Potier, le député qui sacrifiait hier à l'exercice des vœux, à l'Arsenal.

Où l'on a aussi évoqué, contexte oblige, les moyens de repenser les rapports entre le citoyen et les institutions.



« Il faut s'affranchir de nos dépendances matérielles et s'engager pour les autres ou pour la nature. »

Entre le déclin climatique mondial et la crise sociale nationale, les sujets d'inspiration ne manquaient guère cette année, à Dominique Potier et à son équipe parlementaire, pour les traditionnels vœux à la 5^e circonscription. Et devant une salle comble (550 élus, chefs d'entreprise, représentants de corps constitutionnels, et quelques gilets jaunes invités eux-aussi), le député s'est efforcé de balayer ce contexte

plutôt délicat -pour ne pas dire sinistre-, et de dégager des pistes d'amélioration.

Alors que sa suppléante Martine Huot-Marchand vient de souligner, en préambule, le rôle de l'Europe et les « nécessaires coopérations internes » mais aussi avec l'Afrique, le député arrive ainsi au pupitre et clame vite son premier souhait pour 2019 : « Notre pays est aujourd'hui fragmenté [...] par une crise que personne n'avait vu venir, et je n'ai d'autre priorité que de contribuer à le réconcilier. Ce qui ne pourra se faire sans la justice. »

Justice sociale et fiscale, sous-entendu. « Chaque citoyen doit pouvoir avoir une qualité de vie acceptable. » Comment ? Pour y réfléchir, il propose de « créer, dès fin février, un temps resserré de réflexion, tel un hackathon et avec le concours d'experts, pour permettre de dégager des solutions propres à réduire les inégalités sociales, en respectant les promesses environnementales de la COP24. »

Sans sombrer dans le « noir c'est noir », Dominique Potier remet alors du baume au cœur en se disant « fier d'être député d'un territoire porteur d'autant d'initiatives et d'innovations », citant, entre autres exemples, les secteurs sanitaire ou institutionnel, avec la création de la jeune commune de Bois-de-Haye.

Les institutions, justement, et leurs rapports avec les citoyens : le thème sera ensuite développé par la philosophe et psychanalyste Cynthia Fleury, invitée cette année pour le temps de conférence. Un sujet riche et dense, comme cette année 2019 promet de l'être.

S.C

Les sidérurgistes de la SAM en grève

En grève depuis dimanche soir à l'appel de la CGT, les sidérurgistes de la SAM poursuivent aujourd'hui leur mouvement.



Les sidérurgistes ont des revendications multiples.

Mis à part les intérimaires et la plus grosse partie du personnel de maintenance, toute la fabrication est arrêtée à la SAM de Neuves-Maisons depuis dimanche soir à 21 h, lors de l'arrivée de l'équipe de nuit.

Tour à tour, les cinq équipes du laminoir, les quatre de l'aciérie, les trois de l'atelier laminage à froid et l'équipe du week-end sont en grève. Il n'y a plus de fabrication. Un piquet de grève, où se massait ce

lundi matin le gros des troupes, quatre-vingts salariés environ, s'est installé devant la grande entrée de l'usine.

Avec drapeaux de la CGT et « gilets jaunes » siglés sur soi pour la sécurité. « Nous sommes en grève pour une durée indéterminée », explique Loïc Deshayes, délégué syndical CGT à la SAM, Société des armatures métalliques de Neuves-Maisons.

Revendications multiples

« Depuis les investissements sur le laminoir, sa productivité diminue avec les nouvelles machines. Du coup la prime d'intéressement est très basse cette année. Par ailleurs, nous n'avons eu aucune information sur les mesures individuelles d'augmentation des salaires données en début d'année. Nous voulons donc l'ouverture immédiate des négociations annuelles de salaires, la renégociation des indicateurs de performance du Train continu à fil pour le calcul des primes d'intéressement, et le déblocage de la prime Macron ». Les salariés selon la CGT, n'ont pas apprécié « qu'une poignée d'actionnaires ait touché 40 M € de dividendes en 2018 ». La SAM, aciérie électrique, appartient au groupe italien Riva. Son nouveau directeur, M. Pagliaro, a reçu le syndicat dans l'après-midi et a pris note de leurs revendications, sans entrer en négociation. Du coup, la grève a été reconduite et reprend ce matin à 7 h, avec l'apport probable de FO. La direction confirme l'arrêt de la production du laminoir-train continu à fil. Pour l'aciérie, qui devait reprendre hier soir, tout indiquait qu'elle ne repartirait pas. La dernière grève à la SAM remonte à 2015.

Guillaume MAZEAUD

Barrages de grévistes et filtrage à la SAM

Voitures et camions passent désormais au compte-gouttes à la SAM de Neuves-Maisons, en grève totale depuis dimanche soir. FO-métaux a rejoint le mouvement lancé par la CGT.



Un barrage filtrant a été installé hier matin à 7 h à l'entrée poids lourds de l'usine.

Eric Petitjean est habillé en rouge FO de la tête aux pieds. « Notre syndicat rejoint le mouvement sur la même base de revendications que la CGT », note ce dernier.

Tandis que les banderoles Force ouvrière sont apparus à 7 h au côté des drapeaux CGT, les deux syndicats forment l'essentiel des troupes syndicales

parmi les quelque 380 sidérurgistes de l'usine de Neuves-Maisons, dont la plupart sont en grève depuis dimanche soir. Le train à fil continu et le laminoir sont arrêtés, et l'aciérie n'est pas repartie.

Le mouvement a repris ce mardi matin à 7 h. Une nouvelle réunion a eu lieu à 9 h avec la direction. « Ils ne savent pas sur quel pied danser », explique Loïc Deshays, délégué syndical CGT. « Ils connaissent nos revendications, création d'une prime Macron, ou d'une prime exceptionnelle, ce qui débloquerait la situation. Mais le directeur doit aussi en référer à sa direction sur ce qui peut être négocié. »

Pour faire monter la pression d'un cran, la moitié des membres du piquet de grève est allée à 7 h à l'entrée des camions installer un barrage filtrant.

Ces derniers font donc la chenille à l'entrée de l'usine ; où leurs chauffeurs attendent autour de vingt minutes, qu'on les laisse entrer ou sortir...

G. M.

La grève se durcit à la SAM

Le syndicat des cadres CFE-CGC est entré, à son tour, dans la grève qui paralyse l'usine sidérurgique de la SAM à Neuves-Maisons. Les ouvriers envisagent un blocus total du site à partir de ce jeudi.



Les grévistes pourraient ne plus se contenter de barrages filtrants et passer à un blocage total de l'usine ce jeudi.

Ils ont les moyens d'accepter nos revendications. Ils préfèrent essayer de gagner du temps. Mais nous ne lâcherons pas », râlait un ouvrier de la SAM à Neuves-Maisons, sur fond de pneus en feu.

Ce mercredi, les employés de la partie production du site sidérurgique ont continué leur mouvement de grève démarré lundi. Leurs revendications n'ont pas bougé. Ils réclament une prime exceptionnelle. Ils demandent également à être informés des mesures d'augmentation individuelles qui sont d'ordinaire connues fin décembre. Ils veulent, enfin, l'ouverture immédiate des négociations annuelles sur les salaires et la baisse des indicateurs de performance qui servent à calculer la prime d'intéressement.

« Je n'avais encore jamais vu un bordel pareil »

Mais, pour l'instant, rien ne bouge côté direction. Le responsable du site dialogue régulièrement avec les délégués syndicaux et répercute leurs demandes à la maison mère, le groupe italien Riva. Sans que cela ne débouche sur des avancées concrètes.

Pendant ce temps-là, la colère monte d'un cran chaque jour dans les rangs du personnel de la SAM. Lancé par la CGT, le mouvement de grève a été rejoint mardi par FO. Puis, ce mercredi, par les cadres de la CFE-CGC.

« Cela fait 40 ans que je suis dans la boutique et je n'avais encore jamais vu un bordel pareil ! », confie Etienne Bouvot, le représentant CFE-CGC de l'usine pour expliquer l'entrée de ses troupes dans le conflit.

Le délégué syndical arrive avec des revendications supplémentaires : une hausse des effectifs et l'amélioration des conditions de travail.

« C'est historique que les trois syndicats de la SAM soient unis pour faire grève », applaudit Eric Petitjean de FO, ravi de voir la contestation faire tâche d'huile. Le mouvement gagne aussi du terrain à l'extérieur avec le soutien, via un communiqué de presse, de la fédération départementale du parti communiste.

Et au niveau de piquets de grève, à l'entrée de l'usine, l'ambiance est de plus en plus chaude. Les camions de livraison ont encore pu passer ce mercredi. Le barrage des salariés n'est que filtrant. Mais cela ne devrait plus être le cas ce jeudi. Un blocus total du site se profile à l'horizon.

« Il risque d'y avoir un blocage complet », confirme Loïc Deshayes de la CGT.

C.G.

Camions bloqués à la SAM



CFE-CGC, CGT et FO aux côtés des personnels.

Filtrés mercredi, les camions n'ont pas pu pénétrer à la SAM, jeudi où la mobilisation des grévistes est restée forte. Toutefois, la venue d'un membre de la direction générale a permis d'ouvrir les négociations.

Le mouvement s'est resserré, jeudi matin, à la Société des aciers d'armature pour le béton (SAM) de Neuves-Maisons avec le blocage total des camions qui se présentaient à l'entrée. Jusque-là, le filtrage était de mise. Mercredi, deux routiers excédés avaient forcé le barrage filtrant des grévistes qui avaient alors caillassé un camion. Un manifestant aurait été légèrement blessé aux mains. La gendarmerie a dû intervenir pour ramener le calme. Jeudi, les voitures étaient bloquées elles aussi et les personnels non-grévistes (le site de Neuves-Maisons emploie près de 400 salariés) qui souhaitaient pénétrer dans l'enceinte de la société pour prendre leur poste, devaient le faire à pied.

Braseros, pneus enflammés, pétards, fusées et musique rythmaient toujours, jeudi, la forte mobilisation qui a provoqué l'arrêt de la production depuis dimanche. Les personnels de la branche production de cette usine propriété du groupe sidérurgique italien Riva (sept sites en France, mais également d'autres implantés à l'étranger) comptent bien faire valoir leurs revendications : prime exceptionnelle ; information sur les mesures d'augmentation individuelles d'ordinaires connues fin décembre ; ouverture des négociations annuelles obligatoires (NAO) sur les salaires et la baisse des indicateurs de performance utilisés pour le calcul de la prime d'intéressement ; conditions de travail ; hausse des effectifs... CFE-CGC, CGT et FO soutiennent la mobilisation.

« Je reste optimiste »

Une réunion entre représentants syndicaux, direction du site et un membre de la direction générale, a eu lieu en début de matinée sans toutefois déboucher sur des avancées concrètes. « Sur place, on discute avec une direction qui ne dispose d'aucun pouvoir de décision », déplore Etienne Bouvot (CFE-CGC). « Nous sommes face à une direction qui ne réagit pas ou peu au mouvement », regrette Loïc Deshayes (CGT), alors qu'un directeur administratif/financier du Groupe était attendu dans l'après-midi. « On espère qu'il pourra y avoir un démarrage des négociations alors que le Groupe a généré quelque 40 millions d'euros de dividendes l'an passé », indique Eric Petitjean (FO). L'homme tant attendu ne s'est pas défaussé et s'est assis à la table pour discuter. « Il s'est engagé à payer toutes les heures de grève à condition qu'on ne brûle plus de pneus et que les négociations se déroulent dans la sérénité », relève Etienne Bouvot.

« Les NAO débiteront le 31 janvier, mais aucun chiffre n'a encore été annoncé », précisait Eric Petitjean, en fin de journée, alors que des rencontres étaient prévues avec les personnels pour décider de la « reconduite ou non du mouvement ». « Il y a une petite avancée, je reste optimiste pour ce vendredi », concluait la CFE-CGC. La direction n'a pu être jointe.

A.T.

SAM : le directeur général « relâché »



Les piquets de grève vont rester devant l'usine durant tout le week-end.

Bloqué quelques heures, le directeur général de la SAM a finalement pu quitter l'usine sidérurgique de Neuves-Maisons. La grève et le blocus continuent en revanche.

Séquestration or not séquestration ? Le mot impressionne et les syndicats rechignent à l'employer. Reste le constat : le directeur général de la Société des aciers d'armature pour le béton (SAM), Damien

Peraudin, a été bloqué, ce vendredi, sur le site de Neuves-Maisons en pleine ébullition sociale.

« Les salariés ne voulaient pas le laisser sortir », confirme Loïc Deshayes de la CGT, le syndicat à l'origine de la grève, qui dure depuis une semaine à Neuves-Maisons. Le responsable s'apprêtait donc à passer le week-end sur place. Pas dans des bureaux et sous la menace. Mais dans des appartements de direction tout confort. Ce qui relativise le mot « séquestration ».

Et cela d'autant plus que le dirigeant a finalement réussi à quitter l'usine vendredi vers 20 h. « Il a pu sortir à pied et prendre un taxi », indique Loïc Deshayes. Le point de rupture n'a donc pas été atteint et tous les ponts ne sont pas coupés avec la direction.

« Le directeur adjoint du site, M. Massimiliano Pagliaro, est venu discuter et boire un coup avec les grévistes vendredi. C'est notre interlocuteur au quotidien et cela instaure un climat de confiance mais c'est dommage qu'il n'ait pas de pouvoir de décision », raconte le délégué syndical CGT.

« La direction ne veut en fait pas lâcher prise »

Le sort de l'entreprise de Neuves-Maisons se joue en fait en Italie, là où est basé son propriétaire, le groupe sidérurgique Riva. Celui-ci serait prêt à étudier les revendications salariales à l'origine de la grève dans le cadre des négociations annuelles obligatoires (NAO), qui pourraient s'ouvrir dès la fin du mois de janvier.

De leurs côtés, la CGT, FO et la CFE-CGC qui sont unis pour la première fois depuis des lustres, seraient prêts à mettre fin au conflit et à s'asseoir à la table des négociations. Les syndicats réclament toutefois au préalable le paiement des jours de grève.

La direction n'y serait pas opposée. « Mais elle ne veut pas les payer immédiatement. Seulement à la fin des négociations. Or celles-ci peuvent aussi bien durer deux semaines que 3 ou 4 mois. En attendant, les salariés perdent de l'argent tout de suite », conteste Loïc Deshayes.

« La direction veut aussi que nous nous engageons à ne pas refaire grève durant les négociations. Ce qui signifie que si elle arrive avec des propositions insuffisantes, nous ne pourrions plus réagir. Ce n'est pas acceptable ! La direction ne veut en fait pas lâcher prise et joue le rapport de force », proteste Eric Petitjean de FO.

Conséquence : les piquets de grève et le blocus de l'usine vont se poursuivre durant tout le week-end.

Christophe GOBIN

Un budget à plus de 3 milliards d'euros

Pendant deux jours, les 169 conseillers régionaux vont débattre à Metz du budget 2019. Un budget de plus de trois milliards autour de 4 priorités, dont le fil rouge se nomme économie et emploi.

Le budget de l'an passé dépassait les 2,8 milliards d'euros. Celui de 2019 franchit allègrement le cap des 3 milliards pour atteindre 3,2 milliards d'euros. La Région Grand Est bénéficierait-elle d'une embellie dans ses recettes pour équilibrer ainsi un budget dont l'embonpoint peut surprendre ? Pas tout à fait. Il se trouve que de nouvelles règles conduisent l'institution à inscrire dans son budget primitif les fonds européens auparavant incorporés lors de décisions modificatives.

Ce qui explique cette envolée pour une large part, de même que le recours à un emprunt de 40 M€, après s'être abstenu pendant deux ans d'aggraver l'endettement. Mais la Région, comme les autres collectivités, est de toute manière limitée dans l'évolution de ses dépenses, en raison du pacte financier imposé par l'État d'en plafonner l'évolution à 1,2 %.

Emprunt consacré aux lycées 4.0

L'exécutif estime disposer d'une marge de manœuvre raisonnable pour ne pas s'interdire de recourir à l'emprunt qui sera consacré aux lycées 4.0. Le passage aux livres numériques suscite l'agacement du Conseil économique, social et environnemental qui l'a montré lors de sa session la semaine passée.

L'exécutif régional est bien décidé à poursuivre la numérisation des établissements. Il a décidé de ne plus recourir aux vagues d'appels d'offres mais d'équiper dès la rentrée 2019 l'ensemble des classes de seconde des lycées pas encore équipés, soit plus de 200 sur les 350 établissements du Grand Est.

À mi-chemin du mandat régional, l'exécutif entend ainsi confirmer ses choix placés sous le signe de l'innovation. Quitte à prendre des risques (lire ci-dessous sur les transports scolaires). Et en attendant d'avoir les éclaircissements sur son rôle, qui sera réduit, à partir de 2021, pour l'apprentissage dont la gestion a été confiée par la loi aux branches professionnelles.

Investir en proximité

Ce n'est pas la seule incertitude : côté recettes, la part de TVA est une bonne nouvelle quand tout va bien. Qu'en sera-t-il dans deux ans quand sera répercuté l'effet gilets jaunes ?

Les quatre priorités déjà affichées l'an passé sont pour l'heure confirmées et confortées : emploi-formation-jeunesse, mobilités, attractivité (dont l'Europe), territoire et proximité (notamment le très haut débit), le rôle de la Région sur cette 4^e priorité étant plus celui d'avoir un effet levier pour un financement croisé. Mais l'intérêt de jouer la carte de proximité (avec un rôle renforcé des 12 maisons de la Région), est d'enraciner l'institution, ce qui reste un défi, surtout en Alsace. En veillant à serrer les dépenses de fonctionnement pour davantage investir en proximité. La Région réfléchit par exemple à favoriser l'autopartage en finançant au profit des EPCI (établissement public de coopération intercommunale) des véhicules qui seraient alors prêtés aux citoyens privés de moyens de transport en commun (bus, train). Le montant de l'investissement n'est pas encore connu. Il fait en tout cas écho au débat lancé par les premiers gilets jaunes. La Région retrouve les manches. Un beau sujet de (grand) débat ?

Philippe RIVET

POLITIQUE > Texte intégral

La lettre du président aux Français

Au lendemain d'un neuvième samedi de manifestations des gilets jaunes marqué par un regain de mobilisation, Emmanuel Macron publie dans la presse régionale une lettre pour inciter les Français à participer au grand débat.

Chères Françaises, chers Français, mes chers compatriotes,

Dans une période d'interrogations et d'incertitudes comme celle que nous traversons, nous devons nous rappeler qui nous sommes.

La France n'est pas un pays comme les autres.

Le sens des injustices y est plus vif qu'ailleurs. L'exigence d'entraide et de solidarité plus forte.

« La France est, de toutes les nations, une des plus fraternelles et des plus égalitaires. »

Chez nous, ceux qui travaillent financent les pensions des retraités. Chez nous, un grand nombre de citoyens paie un impôt sur le revenu, parfois lourd, qui réduit les inégalités. Chez nous, l'éducation, la santé, la sécurité, la justice sont accessibles à tous indépendamment de la situation et de la fortune. Les aléas de la vie, comme le chômage, peuvent être surmontés, grâce à l'effort partagé par tous.

C'est pourquoi la France est, de toutes les nations, une des plus fraternelles et des plus égalitaires.

C'est aussi une des plus libres, puisque chacun est protégé dans ses droits et dans sa liberté d'opinion, de conscience, de croyance ou de philosophie.

Et chaque citoyen a le droit de choisir celles et ceux qui porteront sa voix dans la conduite du pays, dans la conception des lois, dans les grandes décisions à prendre.

Chacun partage le destin des autres et chacun est appelé à décider du destin de tous : c'est tout cela, la nation française.

Comment ne pas éprouver la fierté d'être Français ?

« La société que nous voulons est une société dans laquelle pour réussir on ne devrait pas avoir besoin de relations ou de fortune. »

Je sais, bien sûr, que certains d'entre nous sont aujourd'hui insatisfaits ou en colère. Parce que les impôts sont pour eux trop élevés, les services publics trop éloignés, parce que les salaires sont trop faibles pour que certains puissent vivre dignement du fruit de leur travail, parce que notre pays n'offre pas les mêmes chances de réussir selon le lieu ou la famille d'où l'on vient. Tous voudraient un pays plus prospère et

une société plus juste.

Cette impatience, je la partage. La société que nous voulons est une société dans laquelle pour réussir on ne devrait pas avoir besoin de relations ou de fortune, mais d'effort et de travail.

■ **Pourquoi ce grand débat**

En France, mais aussi en Europe et dans le monde, non seulement une grande inquiétude, mais aussi un grand trouble ont gagné les esprits. Il nous faut y répondre par des idées claires.

Mais il y a pour cela une condition : n'accepter aucune forme de violence. Je n'accepte pas, et n'ai pas le droit d'accepter la pression et l'insulte, par exemple sur les élus du peuple, je n'accepte pas et n'ai pas le droit d'accepter la mise en accusation générale, par exemple des médias, des journalistes, des institutions et des fonctionnaires. Si tout le monde agresse tout le monde, la société se défait !

Afin que les espérances dominent les peurs, il est nécessaire et légitime que nous nous reposions ensemble les grandes questions de notre avenir.

C'est pourquoi j'ai proposé et je lance aujourd'hui un grand débat national qui se déroulera jusqu'au 15 mars prochain.

Depuis quelques semaines, de nombreux maires ont ouvert leurs mairies pour que vous puissiez y exprimer vos attentes. J'ai eu de nombreux retours que j'ai pu prendre en compte.

Nous allons désormais entrer dans une phase plus ample et vous pourrez participer à des débats près de chez vous ou vous exprimer sur internet pour faire valoir vos propositions et vos idées. Dans l'Hexagone, outre-mer et auprès des Français résidant à l'étranger. Dans les villages, les bourgs, les quartiers, à l'initiative des maires, des élus, des responsables associatifs, ou de simples citoyens... Dans les assemblées parlementaires comme régionales ou départementales.

■ **Le rôle des maires**

Les maires auront un rôle essentiel car ils sont vos élus et donc l'intermédiaire légitime de l'expression des citoyens.

Pour moi, il n'y a pas de questions interdites. Nous ne serons pas d'accord sur tout, c'est normal, c'est la démocratie. Mais au moins montrons-nous que nous sommes un peuple qui n'a pas peur de parler, d'échanger, de débattre.

Et peut-être découvrirons-nous que nous pouvons tomber d'accord, majoritairement, au-delà de nos préférences, plus souvent qu'on ne



Lors de son allocution télévisée du 10 décembre, le chef de l'État avait promis le lancement d'« un débat sans précédent ». Photo Alexandre MARCHI

le croit. Je n'ai pas oublié que j'ai été élu sur un projet, sur de grandes orientations auxquelles je demeure fidèle. Je pense toujours qu'il faut rendre à la France sa prospérité pour qu'elle puisse être généreuse, car l'un va avec l'autre. Je pense toujours que la lutte contre le chômage doit être notre grande priorité, et que l'emploi se crée avant tout dans les entreprises, qu'il faut donc leur donner les moyens de se développer.

« Afin que les espérances dominent les peurs, il est nécessaire et légitime que nous nous reposions ensemble les grandes questions de notre avenir. »

Je pense toujours qu'il faut rebâtir une école de la confiance, un système social rénové pour mieux protéger les Français et réduire les inégalités à la racine. Je pense toujours que l'épuisement des ressources naturelles et le dérèglement climatique nous obligent à repenser notre modèle de développement. Nous devons inventer un projet productif, social, éducatif, environnemental et européen nouveau, plus juste et plus efficace. Sur ces grandes orientations, ma détermination n'a pas changé.

Mais je pense aussi que de ce débat peut sortir une clarification de notre projet national et européen, de nouvelles manières d'envisager l'avenir,

de nouvelles idées.

À ce débat, je souhaite que le plus grand nombre de Français, le plus grand nombre d'entre nous, puisse participer.

Ce débat devra répondre à des questions essentielles qui ont émergé ces dernières semaines. C'est pourquoi, avec le Gouvernement, nous avons retenu quatre grands thèmes qui couvrent beaucoup des grands enjeux de la nation : la fiscalité et les dépenses publiques, l'organisation de l'État et des services publics, la transition écologique, la démocratie et la citoyenneté. Sur chacun de ces thèmes, des propositions, des questions sont d'ores et déjà exprimées. Je souhaite en formuler quelques-unes qui n'épuisent pas le débat mais me semblent au cœur de nos interrogations.

■ **Les impôts, la dépense publique**

Le premier sujet porte sur nos impôts, nos dépenses et l'action publique. L'impôt est au cœur de notre solidarité nationale. C'est lui qui finance nos services publics. Il vient rémunérer les professeurs, pompiers, policiers, militaires, magistrats, infirmières et tous les fonctionnaires qui œuvrent à votre service. Il permet de verser aux plus fragiles des prestations sociales mais aussi de financer certains grands projets d'avenir, notre recherche, notre culture, ou d'entretenir nos infrastruc-

tures. C'est aussi l'impôt qui permet de régler les intérêts de la dette très importante que notre pays a contractée au fil du temps.

Mais l'impôt, lorsqu'il est trop élevé, prive notre économie des ressources qui pourraient utilement s'investir dans les entreprises, créant ainsi de l'emploi et de la croissance. Et il prive les travailleurs du fruit de leurs efforts. Nous ne reviendrons pas sur les mesures que nous avons prises pour corriger cela afin d'encourager l'investissement et faire que le travail paie davantage. Elles viennent d'être votées et commencent à peine à livrer leurs effets. Le Parlement les évaluera de manière transparente et avec le recul indispensable. Nous devons en revanche nous interroger pour aller plus loin.

Comment pourrait-on rendre notre fiscalité plus juste et plus efficace ? Quels impôts faut-il à vos yeux baisser en priorité ?

Nous ne pouvons, quoi qu'il en soit, poursuivre les baisses d'impôt sans baisser le niveau global de notre dépense publique.

Quelles sont les économies qui vous semblent prioritaires à faire ?

Faut-il supprimer certains services publics qui seraient dépassés ou trop chers par rapport à leur utilité ? À l'inverse, voyez-vous des besoins nouveaux de services publics et comment les financer ?

> **La lettre continue sur la page suivante.**

POLITIQUE > La lettre du Président aux Français

« Vos propositions permettront de bâtir un nouveau contrat pour la Nation »

Nouvelle étape de décentralisation, transition écologique, institutions de la V^e République, mode de scrutin, immigration et accueil des demandeurs d'asile, laïcité et place des religions : le président Macron souhaite interroger les Français sur toutes ces questions de façon très directe.

Notre modèle social est aussi mis en cause. Certains le jugent insuffisant, d'autres trop cher en raison des cotisations qu'ils paient. L'efficacité de la formation comme des services de l'emploi est souvent critiquée. Le Gouvernement a commencé à y répondre, après de larges concertations, à travers une stratégie pour notre santé, pour lutter contre la pauvreté, et pour lutter contre le chômage.

Comment mieux organiser notre pacte social ? Quels objectifs définir en priorité ?

■ L'État et les collectivités publiques

Le deuxième sujet sur lequel nous devons prendre des décisions, c'est l'organisation de l'État et des collectivités publiques. Les services publics ont un coût, mais ils sont vitaux : école, police, armée, hôpitaux, tribunaux sont indispensables à notre cohésion sociale.

Y a-t-il trop d'échelons administratifs ou de niveaux de collectivités locales ? Faut-il renforcer la décentralisation et donner plus de pouvoir de décision et d'action au plus près des citoyens ? À quels niveaux et pour quels services ?

Comment voudriez-vous que l'État soit organisé et comment peut-il améliorer son action ? Faut-il revoir le fonctionnement de l'administration et comment ?

Comment l'État et les collectivités locales peuvent-ils s'améliorer pour mieux répondre aux défis de nos territoires les plus en difficulté et que proposez-vous ?

■ La transition écologique

La transition écologique est le troisième thème, essentiel à notre avenir. Je me suis engagé sur des objectifs de préservation de la biodiversité et de lutte contre le réchauffement climatique et la pollution de l'air. Aujourd'hui personne ne conteste l'impérieuse nécessité d'agir vite. Plus nous tardons à nous remettre en cause, plus ces transformations seront douloureuses.

Faire la transition écologique permet de réduire les dépenses contraintes des ménages en carburant, en chauffage, en gestion des déchets et en transports. Mais pour

réussir cette transition, il faut investir massivement et accompagner nos concitoyens les plus modestes.

Une solidarité nationale est nécessaire pour que tous les Français puissent y parvenir.

Comment finance-t-on la transition écologique : par l'impôt, par les taxes et qui doit être concerné en priorité ?

Comment rend-on les solutions concrètes accessibles à tous, par exemple pour remplacer sa vieille chaudière ou sa vieille voiture ? Quelles sont les solutions les plus simples et les plus supportables sur un plan financier ?

Quelles sont les solutions pour se déplacer, se loger, se chauffer, se nourrir qui doivent être conçues plutôt au niveau local que national ? Quelles propositions concrètes feriez-vous pour accélérer notre transition environnementale ?

La question de la biodiversité se pose aussi à nous tous.

Comment devons-nous garantir scientifiquement les choix que nous devons faire à cet égard ? Comment faire partager ces choix à l'échelon européen et international pour que nos producteurs ne soient pas pénalisés par rapport à leurs concurrents étrangers ?

■ La démocratie, les élections, la citoyenneté

Enfin, il est évident que la période que notre pays traverse montre qu'il nous faut redonner plus de force à la démocratie et la citoyenneté. Être citoyen, c'est contribuer à décider de l'avenir du pays par l'élection de représentants à l'échelon local, national ou européen. Ce système de représentation est le socle de notre République, mais il doit être amélioré car beaucoup ne se sentent pas représentés à l'issue des élections.

Faut-il reconnaître le vote blanc ? Faut-il rendre le vote obligatoire ?

Quelle est la bonne dose de proportionnelle aux élections législatives pour une représentation plus juste de tous les projets politiques ?

Faut-il, et dans quelles proportions, limiter le nombre de parlementaires ou autres catégories d'élus ?

Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil Économique, Social et Environnemental doivent-ils jouer pour représenter nos



Des cahiers de doléances ont été ouverts ces dernières semaines dans les mairies. Photo Julio PELAEZ

territoires et la société civile ? Faut-il les transformer et comment ?

En outre, une grande démocratie comme la France doit être en mesure d'écouter plus souvent la voix de ses citoyens.

Quelles évolutions souhaitez-vous pour rendre la participation citoyenne plus active, la démocratie plus participative ?

Faut-il associer davantage et directement des citoyens non élus, par exemple tirés au sort, à la décision publique ?

Faut-il accroître le recours aux référendums et qui doit en avoir l'initiative ?

« Comment renforcer les principes de la laïcité française ? »

■ L'immigration, l'accueil des étrangers

La citoyenneté, c'est aussi le fait de vivre ensemble.

Notre pays a toujours su accueillir ceux qui ont fui les guerres, les persécutions et ont cherché refuge sur notre sol : c'est le devoir de l'asile, qui ne saurait être remis en cause. Notre communauté nationale s'est aussi toujours ouverte à ceux qui, nés ailleurs, ont fait le choix de la France, à la recherche d'un avenir meilleur : c'est comme cela qu'elle s'est aussi construite. Or, cette tradition est aujourd'hui bousculée par

des tensions et des doutes liés à l'immigration et aux défaillances de notre système d'intégration.

Que proposez-vous pour améliorer l'intégration dans notre Nation ? En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ? Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ?

■ La laïcité, les cultes

La question de la laïcité est toujours en France sujet d'importants débats. La laïcité est la valeur primordiale pour que puissent vivre ensemble, en bonne intelligence et harmonie, des convictions différentes, religieuses ou philosophiques. Elle est synonyme de liberté parce qu'elle permet à chacun de vivre selon ses choix.

Comment renforcer les principes de la laïcité française, dans le rapport entre l'État et les religions de notre pays ?

Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ?

Dans les semaines qui viennent, je vous invite à débattre pour répondre à ces questions déterminantes pour l'avenir de notre nation. Je souhaite aussi que vous puissiez, au-delà de ces sujets que je vous propose, évoquer n'importe

quel sujet concret dont vous auriez l'impression qu'il pourrait améliorer votre existence au quotidien.

C'est votre expression personnelle, correspondant à votre histoire, à vos opinions, à vos priorités, qui est ici requise, sans distinction d'âge ni de condition sociale. C'est, je crois, un grand pas en avant pour notre République que de consulter ainsi ses citoyens. Pour garantir votre liberté de parole, je veux que cette consultation soit organisée en toute indépendance, et soit encadrée par toutes les garanties de loyauté et de transparence.

« Ce n'est ni une élection, ni un référendum. »

C'est ainsi que j'entends transformer avec vous les colères en solutions.

Vos propositions permettront donc de bâtir un nouveau contrat pour la Nation, de structurer l'action du Gouvernement et du Parlement, mais aussi les positions de la France au niveau européen et international. Je vous en rendrai compte directement dans le mois qui suivra la fin du débat.

Françaises, Français, je souhaite que le plus grand nombre d'entre vous puisse participer à ce grand débat afin de faire œuvre utile pour l'avenir de notre pays. En confiance,

Emmanuel MACRON,
président de la République